

pris par notre gouvernement, mais par le gouvernement libéral au début des années 70. C'est exactement ce qu'il avait dit qu'il ferait. Et c'est exactement ce que fait ce gouvernement—ci: s'assurer que les programmes se poursuivront, que les parcs seront retournés aux habitants de Toronto pour qu'ils tentent d'obtenir les immeubles qui devaient être construits dans la zone riveraine ou à l'extérieur.

C'est on ne peut plus clair. Cela n'a rien à voir avec la liquidation de la Harbourfront Corporation, contrairement aux allégations de quelques députés libéraux de Toronto qui ne savaient pas ce qu'ils disaient à ce moment-là. Il est clair qu'ils n'ont pas lu le rapport de David Crombie. Ils n'ont pas vu non plus le rapport subséquent du gouvernement provincial que l'on appelle le rapport Allan.

Si le député, qui n'a lu ni l'un ni l'autre, avait pris le temps de s'informer et de comprendre ce que fait exactement le gouvernement du Canada avec la Harbourfront, il verrait que nous assurons l'avenir en offrant une excellente programmation pour les habitants de Toronto. C'est de cela qu'il s'agit. S'il s'était documenté, il ne serait pas ici à proférer toutes ces imbécilités au sujet de la privatisation de la Harbourfront Corporation. Il devrait s'informer avant de prendre la parole à la Chambre et de faire des déclarations tout à fait incorrectes.

**M. Kaplan:** Monsieur le Président, le ministre a dit une chose avec laquelle je dois dire que je suis totalement d'accord. Je n'ai pas lu le rapport du gouvernement de l'Ontario sur le rapport Crombie, mais ce dernier, je l'ai lu. Je voudrais dire au ministre que je ne suis pas du tout d'accord avec ce rapport. C'est pour cela que nous nous opposons à la recommandation que le gouvernement fédéral abandonne la Harbourfront.

Le ministre nous dit qu'il s'est engagé à maintenir la programmation au Harbourfront. Où a-t-il pris cet engagement? Certainement pas dans le projet de loi. Comment pouvons-nous. . .

**M. McDermid:** Il a été pris.

**M. Kaplan:** Le ministre pense peut-être que les déclarations de ministre équivalent à des engagements, mais je peux lui dire que ce n'est pas le cas. S'il était prêt à prendre cet engagement publiquement et à le mettre par

écrit dans un document légal qui lierait les parties, je pourrais au moins lui concéder qu'une certaine programmation pourrait continuer à la Harbourfront, même s'il perdait l'important contact avec le fédéral.

J'ai une autre chose à dire au ministre. Il dit que les citoyens sont très heureux de récupérer la société, mais j'étais justement à l'hôtel de ville de Toronto quand ils ont discuté pour savoir s'ils voulaient la récupérer et s'ils en avaient les moyens. La question est très controversée. Ils ne considèrent pas cette mesure comme un cadeau du gouvernement fédéral, mais comme un engagement qu'ils prennent de fournir 150 millions de dollars pour maintenir la programmation que le ministre se dit prêt à soutenir.

Le ministre ne me fera jamais croire que le Canada a davantage à confier ce projet à la ville, mais il me permettrait de croire à la survie de Harbourfront en présentant un amendement—qu'il a seul le pouvoir de proposer parce qu'il suppose une affectation de crédits—pour garantir qu'une fois entre les mains de Toronto, ce projet continuera de bénéficier de son soutien financier.

[Français]

C'est un engagement que je serais prêt à reconnaître comme engagement réel de la part du gouvernement du Canada. Mais je peux voir le ministre d'ici dix ans, cinq ans ou trois ans quand il reviendra dans le secteur privé, comme je suis certain qu'il fera. Disons qu'il s'agit d'un engagement du gouvernement. Ce n'est pas du tout un engagement d'avoir seulement les paroles d'un ministre junior ici à la Chambre des communes.

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Autres questions et commentaires? La parole est à l'honorable député de Glengarry—Prescott—Russell.

[Traduction]

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à féliciter mon collègue de York—Centre pour son excellent discours. Je suis sûr que tous les députés conviendront avec moi qu'il est rare d'entendre pareille sagesse dans cette Chambre. J'aimerais demander à mon collègue s'il s'inquiète, tout comme moi, des attaques répétées du gouvernement contre les instruments d'unité nationale dont nous disposons dans notre pays.